

Scrutin public du 26 juin 2018 sur le projet de loi immigration
Intervention du sénateur Jean-Louis MASSON

Par le passé, l'immigration conduisait à l'assimilation. Aujourd'hui, l'immigration conduit au communautarisme et les flux migratoires sont une menace pour l'avenir. **Pour que la France reste la France**, il est urgent de reprendre notre destin en main. Je n'accepte ni le fatalisme de ceux qui prétendent qu'on ne peut rien faire, ni pire encore, l'irresponsabilité de ceux qui soutiennent cette invasion migratoire.

Certains pays européens ont fait preuve de détermination et ils sont parvenus à endiguer ces flux migratoires. C'est le cas de la Pologne et de la Hongrie et depuis peu, de l'Autriche et de l'Italie.

Tout comme eux, nous devons fermer nos frontières, supprimer les aides sociales qui servent d'appel d'air, expulser les clandestins en situation irrégulière, expulser aussi, tout étranger qui commet un crime ou un délit sur notre sol. Enfin, il faut mettre un terme au laxisme à l'égard du communautarisme et de l'extrémisme musulmans.

Comme le reconnaît lui-même l'actuel ministre de l'Intérieur, **nos aides sociales sont une véritable pompe aspirante** car les migrants choisissent systématiquement les pays où ils profitent du maximum d'aides sociales.

En raison des difficultés économiques et des restrictions budgétaires, nous devrions d'abord régler les problèmes de nos concitoyens avant de nous occuper de ceux des autres.

Ainsi, le 13 octobre 2015 à la tribune du Sénat, j'avais déjà dit qu'il est scandaleux que certaines veuves d'agriculteur ou de petit commerçant ne perçoivent que 300 € par mois alors que chaque migrant nous coûte au total, plus de 1000 € par mois.

De même, lors de cette intervention, j'avais dit que **l'immigration d'aujourd'hui, c'est le vivier de recrutement du terrorisme de demain**. Tous les biens pensants avaient hurlé en criant au scandale. Or trois semaines après, les attentats du Bataclan m'ont donné raison : deux des terroristes venaient d'entrer en France en tant que demandeurs d'asile.

Plus récemment, il y a un mois, on a découvert que nous hébergeons un bourreau de l'Etat islamique recherché par toutes les polices. Or non seulement il avait été régularisé au titre de l'asile des migrants mais en plus il percevait les aides financières de l'Etat.

Quand on énumère ces faits, les tenants de la pensée unique crient à l'amalgame. Il n'y a pas d'amalgame, c'est seulement la terrible réalité.

Cela doit cesser. La France doit rester la France. Malheureusement seuls quelques responsables politiques ont eu le courage de le dire. A son tour, M. WAUQUIEZ diffuse maintenant un tract « pour que la France reste la France ».

S'il croit ce qu'il dit, il doit accepter de travailler avec ceux qui bien avant lui ont toujours été clairs sur ce sujet. A défaut, lors des prochaines échéances électorales, les Français sauront faire la différence.